

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

Stop, les racismes !

EDITORIAL

1. Le chiffre, au 20 avril, serait de près de 700.000...

2. où, paraît-il, des mines de métaux précieux sont convoitées par les frères Milosevic...

Après la Slovaquie, puis la Croatie, puis la Bosnie, c'est au Kosovo que Milosevic a envoyé ses troupes faire le "nettoyage" ethnique. Pour la quatrième fois en moins de dix ans ses commandos se jettent sur un pays, en chassent de leurs maisons, qu'ils incendient, les habitants, ils violent, tuent ou déportent des centaines de milliers de gens¹ sur le seul critère qu'ils ne sont pas Serbes. Ce nouveau génocide mené par le dictateur Milosevic a été préparé, calculé puis exécuté avec autant d'intelligence que de cruauté. Il est avéré, incontestable et intolérable. Mais comment mettre ce raciste, et aussi tous les racistes du monde, y compris ceux qui sont encore plus près de nous, hors d'état de nuire ?

D'abord en ne recommençant pas les erreurs passées : quand les mêmes troupes ont envahi la Bosnie, des habitants qui avaient pu fuir pour ne pas être massacrés avaient trouvé refuge sous la protection internationale de l'ONU, à Srebrenica... jusqu'à ce que cette ville soit elle aussi envahie; et, après un tri fait publiquement, les douze mille hommes placés sous la protection de l'ONU ont été exécutés. Les accords de Dayton furent alors, on s'en souvient, présentés et acceptés comme la fin des massacres, ce qui, en fait, entérina la déportation puisque le retour des réfugiés, qui figurait dans les conditions de paix, n'eut jamais lieu.

Cette fois-ci, à cause de la pression exercée par les Russes, l'ONU n'a pas pu agir. Ce fut l'occasion saisie par l'OTAN, ou plutôt par les Américains comme le montre ci-dessous A.Prime, pour s'instituer en police du monde. Il y a lieu de s'interroger sur leurs véritables motivations. Pas seulement parce que la Californie souffrait de 225.000 suppressions d'emplois dans l'aéronautique depuis l'abandon de la guerre des étoiles, ou parce que 60 % des Américains souhaitaient l'augmentation de la production militaire. Mais parce qu'on doit constater que d'autres déportations et

d'autres traitements racistes systématiques les laissent sans réaction... quand c'est par Israël ou par la Turquie qu'ils sont menés. Et on a de bonnes raisons de craindre qu'au Kosovo, comme ailleurs naguère, l'intervention armée internationale et une campagne humanitaire associée soient suivies par un compromis qui laisserait, en fait, la paix à Milosevic et la déportation aux musulmans du Kosovo².

Non, l'intervention militaire *après* que des massacres aient été "découverts" n'est pas la solution.

D'abord parce que la violence entraîne l'escalade de la violence, elle ne résout jamais rien et elle prépare d'interminables vengeances, de générations en générations. L'OTAN et tous les gouvernements savaient évidemment ce que préparait Milosevic au Kosovo, et ils le savaient depuis longtemps, même quand ils annonçaient une "guerre éclair". Leurs frappes "chirurgicales", "politiquement correctes", d'armes soi disant capables de ne détruire que les installations militaires sans toucher les civils (*OK, zero killed* = zéro mort), ce sont encore des bobards ! L'OTAN a été organisée pour lutter, jadis, contre l'URSS, ce n'est donc pas étonnant que sa première offensive en 50 ans soit un échec sur tous les plans. Ni sa stratégie, ni ses méthodes ne sont défendables : non seulement rien n'a été préparé pour aider les déportés, mais on apprend maintenant que les pilotes américains ont pour consigne de sauver leur... • • •

S O M M A I R E

ACTUALITÉ

- 1 Stop, les racismes !
- 3 La "World company" en actions.
- 5 Et les Kurdes ?
- 6 Au fil des jours

RÉFLEXIONS

- 7 Science et valeurs.
- 8 Monnaie de singes.

LECTURES

- 8 Aube trompeuse.

ACTIONS

- 11 Actions citoyennes.
- 12 Cologne 99.

TRIBUNE LIBRE

15 COURRIER

LE RÉSUMÉ DE NOS THÈSES, EN TROIS PAGES, FIGURAIT DANS NOTRE NUMÉRO 983.

N° 988
mai
1999

- • • propre peau avant tout, qu'ils visent donc d'une altitude de 5.000 mètres (comme ceux, certains s'en souviennent, qui bombardaient la France en 1944), au point de ne pas voir qu'ils bombardent un flot de civils déportés parce qu'à cette altitude ils ne peuvent pas faire la différence entre des tracteurs et un convoi militaire. Cette attitude est indéfendable. Et si c'est une nouvelle guerre du Viet Nam qu'ils nous préparent, les dégâts ne sont pas terminés.

C'est en parfaite connaissance de cause que le choix a été fait de *détruire* plutôt que de *prévenir* en protégeant les populations qui étaient menacées par une idéologie de domination raciste. Et c'est cette faute politique, dont tous les pays qui se disent démocratiques sont coupables, qui est absolument dramatique.

Il s'agit, en fait, d'abord et par dessus tout, de veiller à ce que la Déclaration Internationale des Droits de

l'Homme, que l'ONU a adoptée le 10 décembre 1948, soit reconnue et appliquée par tous les gouvernements du monde, sous peine de non reconnaissance, de condamnations personnelles et de devoir d'ingérence par les autres pays.

Une autorité placée de façon institutionnelle au-dessus des gouvernements doit avoir pour tâche principale de faire appliquer cette déclaration. Et disposer pour cela d'une armée capable de *prévenir* (et non pas de réprimer et condamner *après coup*) tout génocide tel qu'il est défini dans la Convention de 1948. Mais une telle organisation implique une réelle volonté politique de refuser de reconnaître l'existence d'États **ethniques** (définis par frontières politiques issues de conflits) fondés sur la race, la nation, et à plus forte raison sur la religion, pour ne reconnaître que des États (des régions définies de façon objective par la géographie) basés sur la **citoyenneté**, c'est-à-dire, je cite la Déclaration Internationale: «*reconnaissant les mêmes droits à chacun, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation*».

Combien d'États au monde sont-ils prêts à pareille transformation ? Ils s'y sont engagés en signant solennellement la Déclaration en 1948. **MAIS...** il faudrait qu'ils refusent de traiter avec les pays qui ne la respectent pas et c'est là que le bât blesse et que tout le monde démissionne. Et cette démission-là, pour laisser passer les intérêts financiers avant le respect dû à tout être humain, est responsable des guerres actuelles. Notons en passant que, par exemple, l'armée de Milosevic utilise du matériel Dassault, des hélicoptères français et d'autres matériels qui sont co-produits ou sous-traités avec des PME françaises...

C'est donc aux citoyens qu'il appartient de faire passer cette exigence avant toute autre considération économique ou politique, par un combat quotidien, partout et à tous les niveaux. Alors seulement aucun peuple ne plébiscitera un Milosevic.

Vous vous voulez modernes ? Alors aidez l'humanité à faire que le XXI^{ème} siècle soit celui de l'éradication de toute discrimination entre les humains. Il faut pour cela exiger **que tout responsable politique s'engage, sous peine d'être démissionné, à respecter et faire respecter partout la Déclaration Internationale.**

Voilà pour moi le sens de la citoyenneté mondiale, et les *citoyens du Monde* qui vivent aux États-Unis d'Amérique devraient déjà obtenir que leur Président prête serment sur la Déclaration universelle et non plus sur la Bible. Ceux d'Israël, issus des victimes des nazis, faire accepter par leur pays que les Palestiniens aient les mêmes droits qu'eux, etc.

Quant à nous qui, pourtant, vivons dans un État, en principe, laïque, démocratique et non raciste, continuons à essayer de faire seulement comprendre ce que ces mots veulent dire...

Marie-Louise Duboin

LU, VU, ENTENDU . . .

Pour la guerre, l'argent n'a jamais manqué...

On estime que les États-Unis auraient épuisé le tiers de leur stock (sur l'Irak et sur la Yougoslavie) vers le 10 avril.

Le coût de la guerre du Golfe a été estimé à 250 milliards de FF. Le coût quotidien de la guerre contre Milosevic à 600.000 millions de FF. Le budget civil à «3 ou 4» fois plus.

Prix d'un seul tomahawk : 600.000 dollars, soit largement plus de 3,5 millions de FF. Les fournisseurs se frottent les mains, les victimes ferment les yeux ou sont meurtries à jamais.

Le ministre français de la défense évalue entre 250 et 300 millions de FF par mois le surcoût budgétaire de la participation des armées françaises aux opérations de l'OTAN contre la Serbie. Mais ce montant ne prend en compte que les dépenses de fonctionnement et de personnel (carburants, munitions et indemnités supplémentaires versées aux soldats français en opération à l'étranger). Il n'intègre pas les charges liées à la maintenance du matériel et au remplacement des munitions, pas plus que le coût des opérations humanitaires (source, *Le Monde* des 18-19/4/99).

*

Ces dépenses augmenteraient considérablement en cas d'intervention terrestre... Il faudrait 30.000 soldats et 150 milliards de FF.

Et 50 milliards de FF pour reloger 2 millions de Kosovars déplacés. Il va de soi qu'on ne vous demandera pas votre avis pour les décisions, mais qu'on continuera à faire appel à la charité publique pour venir en aide aux déportés.

*

En une semaine de guerre (25 mars - 4 avril) les commerces d'alimentation ont vu leur chiffre d'affaires monter de 9 % en moyenne, les achats de conserves de légumes ou de poisson ayant augmenté de 28 %. Ces chiffres ont été donnés au cours d'une émission de *France Inter* fort édifiante, consacrée, le samedi 17 avril, aux aspects économiques de la guerre contre Milosevic.

*

Les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (dont la France) ont rejeté une résolution qui demandait l'arrêt des bombardements en Yougoslavie. Mais quelques heures auparavant, à propos de la guerre en Angola, ils avaient voté une résolution qui proclamait leur conviction que «*la paix durable ne peut en aucun cas être atteinte par des moyens militaires*».

Quelle logique !

M-L D, J-P M, A.P.

Dans son article de février, André Prime écrivait : «*La World Company achève sa mise en ordre de marche pour l'entrée dans le XXI^e siècle : un Président-Directeur Général : l'Argent ; trois directeurs généraux : la finance spéculative, les mégafusions des multi ou transnationales et le monopole sur les médias; un service d'ordre, la force de frappe des États-Unis, auto proclamés gendarme mondial, indépendant de tout organisme de contrôle international, comme on vient de le constater avec les frappes sur l'Irak. Un objectif : le pouvoir absolu sur la finance, l'économie et la "culture" pour gérer les deux premières conformément à la pensée unique*».

Les derniers évènements lui ont tellement donné raison qu'il revient sur le sujet :



La "World Company" en action(s)

L'an 2000 se rapprochant à grands pas, il semble qu'on ait décidé de mettre les bouchées doubles. Malgré les crises asiatique, russe, brésilienne... la finance et les profits se portent bien. Les Bourses, dans l'ensemble, ont fortement progressé, les banques baignent dans l'euphorie. "Année 1998 exceptionnelle pour les grands groupes français" titrait *Le Monde* le 23 mars.

Quant aux mégafusions, c'est un feu d'artifice permanent depuis quelques mois et ça va continuer. «*La frénésie des fusions-acquisitions s'empare des groupes européens : au cours des six derniers mois, les opérations de rapprochement ont dépassé les 3.700 milliards de francs... La course au gigantisme est lancée, au prix de sacrifices sociaux*». Au niveau mondial, entre le 1^{er} et le 27 mars, les fusions ont atteint 1.312 milliards de francs, dont 90 % pour les Européens ; pour l'année 1998, 13.000 milliards, soit près de 9 fois le budget de la France.

En ce qui concerne l'automobile, un grand patron américain déclarait récemment qu'il n'y avait désormais place dans le monde que pour 5 à 6 grands groupes : après Daimler-Chrysler, Ford-Volvo, voici Renault-Nissan.

Et que dire des mastodontes Exxon-Mobil, Total-Petrofina, Olivetti-Télécom Italia, BNP-Paris Bas-Société Générale (en projet), Hoechst-Rhône Poulenc, Vivendi-US Filter, LVMH-Gucci. En bref, une trentaine de mégafusions.

Mais puisque l'occasion, hélas, nous en est donnée avec la guerre OTAN-Serbie (Jospin ne veut pas parler de guerre, mais de "frappes", les civils qui sont sous les bombes ne font pas ce distinguo), c'est le "gendarme du monde" qui nous intéresse particulièrement aujourd'hui (9 avril). Tout d'abord, une mise en perspective :

- De Gaulle. Dans les "Chênes qu'on abat", A. Malraux rapporte ces paroles de De Gaulle en 1969 : «*Le jour où les Américains se verront consciemment les maîtres du monde, vous verrez jusqu'où ira leur impérialisme*».

- Raymond Barre, en pleine guerre du Golfe, le 8 janvier 1991, au cours d'un débat organisé par *La République* déclarait : «*M. Bush veut devenir le gendarme du globe. C'est une ambition que les Européens ne peuvent accepter. Nous serons fatalement conduits à mettre un frein à cette politique. De plus en plus, les intérêts européens n'apparaissent*

pas superposables aux intérêts américains. Il y a une différence entre un comportement de satellite et un comportement de partenaire... Nous avons fait tout ce que les États-Unis ont successivement demandé». L'analyse de la guerre OTAN-Serbie n'est pas simple. On prête à Chirac des réflexions de ce genre en privé : «*C'est un merdier. On n'y comprend rien, sinon que ce sont des gens qui ne pensent qu'à se foutre sur la gueule...*» Et à Jospin, celle-ci : «*On ne m'entraînera pas où je ne veux pas aller*». Bien entendu, dans les discours officiels, c'est la voix (voie !) de l'Amérique qui s'impose. Ce qui retient notre attention c'est donc moins la guerre actuelle (elle évolue vite; où en sera-t-on début Mai ?) que l'analyse la plus objective possible de ce qui la rattache à l'impérialisme néolibéral américain: où en est le "gendarme du monde" à la veille de l'an 2000 ? Ce gendarme qui a voulu l'AMI (enterré pour le moment, il resurgira), qui menace de doubler ses droits de douane si on refuse ses bananes¹ ou son boeuf aux hormones et aux antibiotiques ou ses produits transgéniques, et qui prépare cette effroyable contrainte clairement expliquée dans l'article de M.-L.Duboin le mois dernier "La leçon du Terminator".

Et sur le plan de la Défense européenne, il est clair que l'Angleterre et l'Allemagne (plus sournoisement) feront tout pour qu'elle ne soit pas un jour au niveau américain. L'OTAN, c'est l'Amérique : 98 % des moyens et 100 % de la décision en sont américains.

Bien entendu, nous condamnons sans réserve la politique de nettoyage ethnique menée par Milosevic. Mais nous soulignons que c'est l'occasion et le prétexte rêvés pour le gendarme du monde de s'affirmer définitivement pour que tout soit clair et en état de marche avant l'an 2000. Je ne sais pas si, comme l'a dit Mgr de Berranger, évêque de Saint-Denis: «*Milosevic, c'est l'échec de Dieu*», mais, Diable, Clinton, devenu démiurge avec sa puissance de feu, le vaincra ! Ce Clinton, qui, jeune homme, s'était trouvé photographié manifestant contre la guerre du Viet Nam² a bien évolué ! Il perpétue et accentue la politique de ses prédécesseurs, à savoir :

- 1973, Chili, renversement du gouvernement démocratiquement élu d'Allende, par la junte Pinochet, payée par la CIA, comme ●●●

1. L'OMC vient de donner raison sur les bananes aux E-U contre l'UE, mais devinez par qui et comment sont prises les décisions au sein de l'OMC ?

2. photo utilisée contre lui par les Républicains pour tenter de le discréditer lors de sa candidature à la Maison Blanche.

- reconnu depuis³. Nixon: «Foutez-moi en l'air ce fils de pute». Il s'agissait d'Allende. Et «Dieu veut que l'Amérique dirige le monde»..

- 1983, invasion de la Grenade : elle s'était donné un régime progressiste !

- 1989, Panama, des milliers de morts civils pour enlever Noriega.

- 1990, Nicaragua, soutien à la Contra jusqu'au renversement du régime sandiniste.

Mais ce ne sont là que hors-d'œuvre, limités à l'Amérique Latine, chasse gardée des Américains depuis la proclamation, en 1823, de la doctrine de Monroe. On peut pourtant y ajouter ailleurs les frappes-surprise sur la Lybie et, plus récemment, sur le Soudan.

Premier plat consistant : l'invasion de la lointaine Indochine. A quel titre ? — L'anticommunisme. Ce fut pour les États-Unis une humiliante défaite, mais à quel prix pour les Vietnamiens ! Les États-Unis auraient dû être jugés pour crimes de guerre, ou plus : pollution des rizières, napalm, torture. "Selon que vous serez puissants ou misérables..." etc. (dito pour la France en Algérie : douars brûlés, torture, etc, un million de morts sur 9 millions d'habitants). Les choses sérieuses commencent avec la guerre du Golfe: 500.000 soldats en Arabie Saoudite, une armada ultra-sophistiquée. Un exercice grandeur nature avec les nouvelles armes.

Mais là, il y avait eu invasion du Koweït par l'Irak, et l'ONU couvrait, au moins pour la forme, l'opération à 95 % américaine.

Voici, en 1999, avec la fête du cinquantenaire de l'OTAN, la dernière étape du siècle.

Tout d'abord l'Irak à nouveau, mais cette fois

- sans qu'il y ait eu invasion de sa part,
- sans couverture de l'ONU (seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne participent, et continuent, mais la presse n'en parle plus).

- au prétexte que deux ou trois sites n'avaient pu être visités, prétexte que les gens sérieux ont trouvé fallacieux ! Mais le préposé était l'hom-

me des Américains: son rapport "justifiait" l'intervention *immédiate*... alors que les membres de l'ONU étaient en séance, encore en train d'étudier le rapport.

Et maintenant le point d'orgue, la Serbie.

La Conférence de Rambouillet a été organisée comme la tentative de la dernière chance, par les Européens, France en tête. Depuis le déclenchement des hostilités, j'ai entendu H. Védrine⁴ pressé par M. Field, avouer que les Américains voulaient frapper la Serbie plusieurs semaines avant la Conférence. C'est donc contraints - et impatients - qu'ils ont "accepté" Rambouillet. Et souvenez vous : la délégation Kosovar refusait de signer sous prétexte que les accords ne reconnaissaient pas l'indépendance. Pour d'autres raisons, les Serbes refusaient de signer. C'est alors que la va-t-en guerre Albright a débarqué. Nombreux sont les analystes qui ont compris la manœuvre. Le langage d'Albright aux obstinés Kosovars a été en substance celui-ci: «Votre indépendance, bien sûr qu'on s'arrangera pour vous la donner, dès qu'on aura vaincu Milosevic. Alors, signez, afin qu'on puisse commencer les frappes, puisque les Serbes ne signeront pas. On a perdu assez de temps». Ainsi fut fait, aussitôt...

Situation inédite sur le plan du droit international : pour la première fois, l'OTAN et non pas l'ONU, totalement ignorée, attaquait un pays souverain qui n'avait envahi aucun autre pays : c'est la question que soulevait Devedjian, RPR, à la télévision, et avec lui, beaucoup d'autres personnalités⁵.

Si les horreurs au Kosovo, bien réelles, hélas, et *superbement* médiatisées (30 à 35 minutes chaque soir au 20 h.) ont fait monter le pourcentage des partisans des frappes - et même d'une intervention terrestre - il faut que nous gardions la tête froide pour bien comprendre quel danger menace désormais la planète : un seul gendarme mondial, avec des armes en avance sur celles des Européens. L'ONU marginalisée : c'est ce que cherchaient depuis longtemps les Américains qui ne paient même plus leurs cotisations. Et une armée européenne forte qui ne verra peut-être jamais le jour.

Dorénavant, toute révolte organisée de miséreux qui menacera sérieusement de troubler l'ORDRE ÉTABLI (il y en aura en Amérique du Sud et ailleurs), justifiera, avec bombardement préalable ou concomitant de la chaîne de TV américaine CNN, l'intervention armée du gendarme du monde, mal déguisé sous les oripeaux de l'OTAN, danger qu'avait parfaitement mesuré Mitterrand.

Le meilleur exemple de la politique "deux poids, deux mesures" menée par Washington et consorts, c'est le problème des Kurdes de Turquie (10 % de la population). Le PKK⁶, à l'instar de l'UCK au Kosovar, mène depuis des années une lutte pour l'indépendance du Kurdistan. A-t-on entendu les Américains s'in-

3. Voir "Totalitarisme de droite" dans GR 981, pp.9 et 10.

4. notre Ministre des Affaires Étrangères.

5. J'ai plus de dix témoignages : Fabius, Séguin, Pasqua... mais il serait trop long de les citer ici.

6. Rappelons quelques faits à l'origine du PKK :

Le traité de Sèvres, en 1920, avait démantelé l'empire Ottoman et constitué un Kurdistan autonome, puis indépendant.

À peine trois ans plus tard, le traité de Lausanne consacrait l'annexion de la majeure partie du Kurdistan à la Turquie.

Un décret-loi de 1924 interdit les écoles, les associations et les publications kurdes, suscitant une révolte dans le Kurdistan de Turquie, puis le transfert de populations kurdes vers les provinces de l'Ouest de la Turquie.

En 1930, une révolte kurde est suivie d'une impitoyable répression et de nombreuses déportations.

En 1937-38, une insurrection au Kurdistan turc, dans le Dersim, est matée au prix de 40.000 morts et de déportations massives.

En 1955, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan s'entendent pour coordonner la répression contre toute révolte kurde. Les régions kurdes de Turquie sont interdites aux étrangers et plusieurs milliers de séparatistes kurdes sont arrêtés en Turquie.

En 1977, plusieurs villes kurdes de Turquie élisent des maires nationalistes kurdes et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) est officiellement fondé...

digner (au moins) des massacres avec nettoyages ethniques perpétrés dans de nombreux villages par l'armée turque ?

— Non, parce que

- le PKK est "marxisant",
- les États-Unis disposent en Turquie⁶ de bases militaires importantes, axées autrefois contre l'URSS, et aujourd'hui destinées à faire la police dans le Golfe.

Mais la CIA, tout récemment, a "donné" à la Turquie (comme Judas a donné Jésus), le leader

du PKK réfugié à l'étranger. Connaissant la façon dont la "justice" turque traite ses opposants, certains gouvernements, dont celui de la France, ont mollement, hypocritement, demandé à la Turquie un jugement "transparent"...

Simple question à nos dirigeants: «A votre avis, sincèrement, comment eut réagi un De Gaulle confronté à la situation actuelle ?» Pour moi, c'est clair si l'on se réfère à sa déclaration à Malraux citée ci-dessus.

André Prime .

6. NDLR :
L'intérêt des compagnies pétrolières n'est sans doute pas étranger au problème kurde, car la question du tracé de l'oléoduc qui doit faire passer le pétrole de la Caspienne soit par la Tchétchénie soit justement par le Kurdistan Turc n'est toujours pas résolue.

et les Kurdes ?

Effectivement, le gendarme du monde ne se soucie pas plus de faire appliquer par Israël les résolutions de l'ONU, qu'il n'intervient pour empêcher les déplacements ou épurations ethniques ailleurs qu'au Kosovo, au Kurdistan turc par exemple.

Sur ce point, rappelons le reportage sur l'état du Kurdistan turc que *Al Hayat*, journal arabe, publié à Londres, et plutôt pro-occidental, publiait en novembre dernier :

Ce quotidien notait d'abord que sur les 800.000 hommes des forces armées turques, 300.000 stationnaient dans la province du Kurdistan. Citons quelques passages du reportage de Chris Kutchera: «dans la petite ville d'Hakkari (15.000 habitants) il y a entre 2 et 3 militaires pour un seul civil kurde... aucune prospérité n'est possible si on ne bénéficie pas des bonnes grâces de l'administration et de l'armée... Seul îlot de normalité, le club des instituteurs et professeurs, car ils sont tous Turcs... Population turque et population kurde sont séparées par un large fossé, ce sont deux mondes qui se côtoient mais sans aucun contact... Chaque après-midi, vers 16 heures, toute la région est isolée du reste de la Turquie et à partir de ce moment, les "forces de sécurité" peuvent opérer sans aucun témoin.» Mais «c'est dans le Dersim que l'armée turque poursuit aujourd'hui, de la façon la plus systématique, sa politique de déportation de populations avec l'objectif d'assécher le "marais". Tous les villages des environs de Pertek, petite ville à flanc de montagne, sont systématiquement vidés de leur population. La petite route qui mène de là à Tunceli, ancienne ville de Dersim, traverse l'une des régions les plus fertiles du Kurdistan. C'est aujourd'hui un véritable désert, pas âme qui vive, pas même un âne. Les champs sont en jachères, les rares villages qui n'ont pas été détruits sont vides. Dès la sortie de Tunceli, le touriste est débarqué sans ménagement de son autobus "pour son bien" lui dit-on, car la région est "pleine de terroristes". Il lui faut patienter trois à quatre heures avant d'être escorté par des automitrailleuses, faire ainsi 30 kilomètres, puis attendre car le convoi s'arrête, sans explication, sans doute parce que c'est l'heure du repas pour les militaires. Nouvel arrêt de 4 heures, pour s'arrêter 20 km plus loin à côté d'un village où vivaient encore 500 personnes il y a 5 ans. Certaines de ses maisons sont éventrées. Difficile de croire qu'il y avait, pas plus tard qu'en 1992, cinq hôtels dans ce village très touristique... Les touristes qui circulent à grande vitesse sur l'axe routier qui relie Ankara à l'Anatolie du nord ne se doutent pas que derrière ces cimes enneigées s'étend l'une des régions les plus fermées du Kurdistan où l'armée exerce un pouvoir absolu à l'abri de tous les regards indiscrets. Le bourg de Dicle est à 7 km d'un barrage qui vient d'être construit sur le Tigre... et il manque d'eau! Les autorités ont affirmé aux édiles que toute l'eau retenue par le barrage doit être utilisée pour faire de l'électricité. Sur le trottoir de la rue principale des hommes boivent le thé, assis sur de petits tabourets. L'un d'eux raconte: "Les soldats viennent, et disent «Sortez des maisons» et ils détruisent tout "Pourquoi ?—Parce qu'on refuse de prendre des armes comme gardiens de village. Ils nous disent qu'ils ne peuvent pas construire des karakols (postes de gendarmerie) partout, et ils incendient nos maisons." Sur les 65 villages du district de Dicle, 18 ont été incendiés. Au cours d'un entretien avec des responsables du village, un commandant de la gendarmerie leur a déclaré : "Vous êtes tous des terroristes, tous, les hommes, les femmes, tout le monde!" Un paysan raconte: "Ils ne cessent de nous harceler. Quand nous passons devant un de leurs postes avec un tracteur chargé de sacs de blé, ils vident les sacs sur le chemin en disant : "On vérifie que vous n'avez pas caché d'armes". Les jeunes, exaspérés par leurs interrogatoires musclés finissent par rejoindre la guérilla..." On murmure que dans le village ces jeunes ont souvent été mutilés, les gardiens de villages ramènent oreilles, nez et autres parties du corps comme preuves de leur exploit. Tous les témoignages concordent : la plupart des villages ont été détruits entre 1992 et 1994 et cette politique continue. Un rapport officiel d'une commission d'enquête parlementaire a établi que 900 villages et 3.000 hameaux ont été "évacués" par les forces de sécurité. Alors qu'en Turquie le seuil de pauvreté se situe autour de 400 dollars par an, ce seuil est fixé à 80 dollars au Kurdistan (40 FF par mois). Plus de 500.000 Kurdes errent sur les routes de Turquie, dès l'âge de 9 ou 10 ans, main-d'œuvre corvéable à merci, au gré des saisons, payée 20 FF la journée, ils se retrouvent dans les champs et vivent dans des gourbis en carton. Ils se débattent dans une misère physique et morale à mi-chemin entre l'Angleterre préindustrielle des romans de Dickens et celle de la Russie prérévolutionnaire de Gorki.»



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS¹

• Le Bureau international du travail a indiqué le 16 mars dernier que la crise asiatique a supprimé 24 millions d'emplois rien qu'en Asie de l'Est. Il souligne que la majorité des faillites et pertes d'emplois se sont produites «dans des secteurs modernes de l'industrie».

• Le constructeur d'automobile japonais Nissan s'apprête à licencier 5.000 salariés en trois ans.

• Le fabricant de moteurs diesel Cummins-Wartsila (près de Mulhouse) va supprimer 243 emplois sur 690.

• Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, Usinor vend sa filiale Ascométal et compte supprimer 2.500 à 3.000 emplois en trois ans. Mais dès cette années 840 emplois vont disparaître.

• Afin d'augmenter ses bénéfices, Elf-Aquitaine va procéder à quelque 2.000 suppressions d'emploi dont, sans doute, la moitié à Pau. C'est ce que le Président d'Elf a appelé devant des analystes financiers et des actionnaires, UN PLAN DE PERFORMANCE. Il fallait oser inventer cette expression !

• Le groupe anglo-norvégien Kvaerner (construction navale) va supprimer 25.000 emplois.

*

Entre 1996 et 1998, le chômage a doublé à Hongkong, en Chine et aux Philippines et triplé en Indonésie, en Corée du Nord et en Malaisie. Ce qui a conduit le directeur général du Bureau International du Travail à dire que «les baisses de niveau de vie engendrées par l'instabilité financière doivent être traitées avec la même vigueur que celle employée pour endiguer la baisse des valeurs boursières²».

Chiche !

* * *

Quel malheur !

Le début de l'année a été difficile pour quelques uns des plus grands *hedge funds* (fonds spéculatifs). Celui de Georges Soros en particulier qui aurait perdu 15,5% de sa valeur au premier trimestre 1999, à la suite d'un mauvais pari sur le yen. De même, le fonds Tiger Management se serait déprécié de 7,5% durant la même période. Ces résultats décevants auraient déjà incité les investisseurs à retirer une partie de leur mise. 700 millions de dollars auraient ainsi quitté le Quantum fund depuis le début de l'année⁴.

* * *

Comment voyez-vous l'avenir ?

Voici la réponse d'un patron, M. Altrad, lors d'une interview sur le chômage : «On parle en permanence de crises mais la France est quand même l'une des premières forces mondiales. Aussi

bien économique que culturelle ou autre. La situation n'est donc pas si mauvaise que cela. Globalement. Il faudrait qu'on règle le problème du chômage mais, à mon avis, il ne se règlera pas. Il faudrait alors qu'on regarde comment améliorer les conditions de vie des gens. Non "par le travail" mais par la culture, par la musique, le sport et une multitude d'autres choses.

La sophistication dans l'exécution des tâches quotidiennes fait, a priori, qu'il y aura moins de travail et plus de temps libre. Il faudrait donc que nos hommes politiques se penchent un peu plus sur une meilleure utilisation de ce temps."

(extrait du "Midi libre" du 24/2/99
envoyé par A. Bellido.)

* * *

Ils ne manquent pas d'air !

Dans son rapport annuel sur l'économie française, le MEDEF (ex CNPF) se montre alarmiste. Les patrons estiment en effet que l'État tarde à se réformer et regrettent que la France soit la championne des prélèvements obligatoires ou de la dépense publique.

Or, comme le montre J.-P. Fitoussi³ «la France est en bien meilleure posture que la plupart des autres grands pays européens. Son taux de croissance n'est dépassé que par celui de l'Espagne».

Qui plus est, les banques et les entreprises françaises ont réalisé en 1998 de super bénéfices. Mais, que voulez-vous, les patrons français sont insatiables !

* * *

"Le premier succès du capital"

C'est par ces mots que Klaus Zwickel, président du syndicat allemand de la métallurgie IG Metall, a déploré le départ d'Oskar Lafontaine du gouvernement allemand. L'ancien ministre des finances avait permis aux syndicats d'obtenir pour 1999 de confortables hausses de salaires. Son départ a par contre été accueilli avec enthousiasme par les milieux patronaux et par le président de la Banque centrale européenne. A peine entré en fonction, Hans Eichel, le successeur de Lafontaine, juge «nécessaire des mesures d'économies drastiques.» Qui plus est, il n'exclut pas de faire passer une loi permettant de réduire les prestations familiales. Je vous rappelle que l'Allemagne a élu à l'automne dernier un gouvernement social-démocrate!

* * *

Retraites

Selon un sondage réalisé par BVA et publié par l'Expansion, 85% des Français se disent inquiets pour le financement futur des retraites. Ils estiment que le problème tient avant tout au chômage⁵...

Jean-Pierre Mon.

1. Ces informations sont reproduites du Monde entre le 18 mars et le 19 avril.

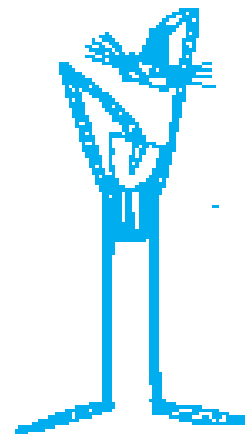
2. d'après l'AFP, 18/3/99

3. Le Monde, 8/4/99.

4. Le Monde, 18-19/4/99.

5. Le Monde, 18/3/99.

Science, technique et valeurs



La recherche scientifique pure, qu'il s'agisse des sciences "exactes" ou des sciences dites "humaines", peut-elle contribuer à fonder les valeurs morales nécessaires à l'élaboration des sociétés ?

Telle est la question que se sont posée une vingtaine de chercheurs scientifiques et de philosophes réunis en colloques il y a trois ans, d'abord à Crêt-Bérard en Suisse, puis à Paris. Les débats ont eu lieu dans un climat d'interdisciplinarité, non avec l'illusion d'apporter des réponses définitives mais de telle manière qu'on a vu «à travers la diversité des approches que l'éthique à promouvoir sans répit dans un monde en évolution constante exige échanges informationnels et recherches dialoguées» (Eric Emery, organisateur des colloques).

D'emblée, les discussions ont été placées dans deux perspectives complémentaires : d'une part, la pensée et les méthodes du philosophe des sciences suisse Ferdinand Gonseth, auteur entre autres de *Valeur et défense de la personne dans une civilisation technicienne*, d'autre part les principes de la *Plate forme pour un monde responsable et solidaire de la Fondation Charles-Leopold Mayer pour le progrès de l'homme*.

Eric Emery publie les communications à *L'âge de l'homme* (Lausanne) sous le titre *Science, technique et valeurs* et les répartit en quatre groupes, soit :

- 1 - Des questions pour la science et la technique aujourd'hui;
- 2 - Changement de référence dans la recherche scientifique;
- 3 - La technique à la recherche de ses valeurs;
- 4 - Quels outils pour faire de chacun un acteur ?

On se perdrait à vouloir résumer les contributions, même en se bornant à un choix.

Permettez-moi de saisir seulement quelques unes des idées surgies. Pierre Calame, président de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, expose la théorie des décalages selon laquelle «*nous pensons demain avec les idées d'hier et agissons sur demain avec les idées d'avant-hier.*» Pessimiste, il démontre que «*l'appareil scientifique est le dernier système clérical qui résiste dans le monde contemporain*» avec ses mécanismes de défense visant à annihiler la critique. Ailleurs, il cite Edgar Pisani: «*C'est quand une politique a réussi qu'il faut en changer parce que quand une politique a réussi, elle a transformé le monde.*» Si ce qu'il adviendra du monde dépend de nos choix actuels, on voudrait pouvoir définir la démocratie comme «*la capacité collective des hommes à être en prise sur leur destin*», rêve irréalisable parce que «*la technique n'est plus du tout dans le champ de la démocratie.*» Amère, la critique de Pierre Calame résumée dans un aphorisme:

«*Plus on est scientifique, plus on fonctionne au mythe.*»

Plus loin, le même Pierre Calame demande toutefois aux savants et aux philosophes réunis s'ils savent ou imaginent «*quel contrôle collectif peuvent et doivent exercer les détenteurs du savoir-faire sur l'usage qui en est fait*». Nous voilà au cœur de la problématique des colloques gonséthiens.

Posant la question: «*Comment science et conscience sont-elles liées ?*», Pierre-Marie Pouget, spécialiste de Heidegger, évoque Jacques Testart nous encourageant à «*placer le choix moral non seulement dans l'usage des innovations scientifiques mais fondamentalement au niveau même de la recherche*». Certes, mais **quel** choix moral, fondé sur **quelles** valeurs ?

Ma présentation vous fera penser que ces colloques ont privilégié l'abstrait. Pas tant que ça. Il appartenait par exemple à la directrice d'un centre de réhabilitation d'enfants autistes ou psychotiques, Eszter Gabrielle Banffy, d'attirer l'attention sur le sort des victimes de la science générant le "progrès" mais aussi la maladie et l'exclusion.

Si plusieurs orateurs dénoncent les méfaits de la recherche universelle du profit, aucun ne semble prévoir la révolution "abondanciste" annoncée par Jacques Duboin qui supprimera dans le monde entier la misère dans l'abondance en remplaçant le commerce rentable par la distribution des richesses produites par l'homme et les machines, services de toute espèce et biens de consommation.

René-Louis Junod.

Puisque R-L Junod cite Pierre Calame, suivons-le. Voici un extrait du livre qu'il a publié chez Desclée de Brouwer en 1995, *Mission possible, Penser l'avenir de la planète* :

Bâtir la paix

«La paix suppose la mise en place de multiples régulations et compromis, la cohabitation de projets contradictoires, un débat sur les valeurs et sur le sens, la disparition de l'opposition claire entre l'ami et l'ennemi. La guerre est un projet simple qui met en œuvre des techniques complexes. La paix, à l'inverse, est un projet complexe qui met en œuvre des techniques simples.»

Monnaie de singes

1. D'autant que «on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance» (Edmond Maire, du temps où il était syndicaliste).

2. Voir l'éditorial de M.-L. Duboin dans le n° 987 de *La Grande Relève* d'avril 1999.

Parodiant une fameuse réclame de lessive, on aimerait lire: « *l'euro est là, la misère s'en va !* » Car cette nouvelle monnaie figure maintenant partout, face au franc, sur les factures, relevés de compte, panneaux des grandes surfaces. Enfin, pour nous initier à la conversion (mais sommes-nous bien convertis?), les fabricants et distributeurs nous accablent de calechettes publicitaires. En attendant de garnir nos poches de monnaie sonnante et trébuchante, le grand conditionnement du consommateur est en route. « *La monnaie unique* » qui devenait presque un mythe, est enfin réalité. D'après les chantres de l'économie et de la politique, l'euro est l'avenir économique de l'Europe (mais oui, c'est bien sûr !)

Mais dites nous, chers économistes, qu'apporte-t-elle de plus au consommateur européen cette nouvelle monnaie? On a pu constater que depuis son introduction boursière, sa valeur est

sensiblement à parité avec le dollar. Est-ce à dire que l'Europe est entrée dans la zone dollar, mais que, pour ne pas froisser les susceptibilités nationales, le dollar s'est transmué en euro? Question saugrenue? Pas sûr, car les Etats-Unis, très réticents lors du projet de création de cette nouvelle monnaie, semblent avoir changé d'avis et paraissent même y trouver un intérêt croissant (intérêt ou profit pour leurs fonds de pension?)

Pour nous, consommateurs, soyons francs, nous ne regardons pas le cours des changes avant de faire notre marché. Et tous ces discours sur les vertus d'une monnaie forte nous laissent de marbre face à la crise et au jeu de yoyo auquel s'adonnent le yen ou le dollar. On ne répétera jamais assez qu'une monnaie n'est qu'un moyen de paiement, et ne devrait être qu'un simple *instrument* dans les échanges et non un *joker* spéculatif.

La sagesse populaire enseigne qu'il faut se garder des personnes qui paient "en monnaie de singe", c'est-à-dire de ceux qui font des plaisanteries, des grimaces, des discours au lieu de payer. C'est une manière simpliste de rappeler que peu importe la monnaie, pourvu qu'elle tombe dans l'escarcelle du consommateur. Avant de clamer les vertus de "l'entreprise citoyenne" (euphémisme pour "libre entreprise"), ou de la bonne tenue du CAC 40... donnons d'abord à ce brave consommateur un **revenu social**, permettant de satisfaire ses besoins. Pour le moment, l'euro créé pour les producteurs attend encore d'être l'euro des consommateurs.

Hélas, les sphères économiques dirigeantes et leurs conseillers (experts!) n'ont actuellement qu'un seul objectif: le marché international. C'est le nouveau credo. Après avoir sensibilisé l'opinion sur les bienfaits de la désinflation, puis sur les vertus du taux de croissance¹, voilà venu le temps du bon marché. C'est le nouveau grand magasin où l'on fait du troc d'actions, où d'OPA en OPA les groupes s'enflent tels les animaux préhistoriques dont la tête ne reconnaissait plus la queue. N'est il pas contradictoire de vouloir, comme certains, "dégraisser le mammoth", et dans, le même temps, laisser s'engraisser les dinosaures?

Le bon marché, serait-il "Jurassic Park"?

Notre propos peut paraître excessif, prenons une information dans l'actualité récente. On nous apprend la prise de contrôle de l'U.S. Filter par Vivendi (ex générale des Eaux), qui devient ainsi le leader mondial du traitement d'eau. On parle d'une opération de 37 milliards de francs. Et il ne s'agit pas ici de monnaie de singe! Le singe, ou plutôt le dindon de l'opéra-

Aube trompeuse

Sous le titre "*False Dawn—the delusions of global capitalism*", qu'on peut traduire littéralement par "*Aube trompeuse - les désillusions du capitalisme global*", un ancien admirateur anglais de Mrs Thatcher dénonce le capitalisme mondialisé que la culture anglo-saxonne (notamment celle des États-Unis) a entrepris d'imposer au monde entier. John Gray, l'auteur de ce livre, est Professeur d'économie à Londres, il sait de quoi il parle. Il a même obtenu un appui moral d'un autre expert, plus connu, en cours de conversion (?), Georges Soros, qui déclare "*False Dawn*" est une analyse puissante de l'instabilité croissante du capitalisme global, [ce livre] devrait être lu par tous ceux que l'avenir de la "World Company" préoccupe». Les crises majeures récentes du système en Asie de l'Est et du Sud-Est, après les catastrophes des deux guerres mondiales, l'ont amené à exprimer ce que la plupart d'entre nous pense: «*Les marchés sont faits pour servir l'homme, et non pas le contraire. Dans le marché libre global, les outils de la vie économique se sont dangereusement émancipés du contrôle social et de la gouvernance politique.*»

L'histoire a déjà montré que le principe du "laissez faire" ne peut pas être facilement réformé; et on peut craindre que seule une crise bien plus grave que toutes celles que nous avons connues conduise à mettre en place des solutions "alternatives" réalisables.

La situation actuelle trouve son origine dans l'hégémonie des États-Unis qui ignorent et même refusent la diversité des cultures et veulent imposer à tous leur credo du "laissez faire" cher aux économistes du XIX^{ème} siècle.

J.Gray va même jusqu'à déclarer que le marché libre global était un projet voué à l'échec, ressemblant à cette autre expérience utopique du XX^{ème} siècle qu'a été le socialisme marxiste. Faut-il croire, comme il semble le faire, qu'il sera bientôt englouti dans la mémoire sans fond de l'histoire?

Jean-Claude Pichot.

(d'après un envoi de K.D., de Manchester, Royaume-Uni)

tion, s'appelle abonné de la CGE, qui pendant des années a permis la constitution de cet investissement. Le consommateur d'eau français est, en quelque sorte, par facture interposée, actionnaire de US Filter. Voilà qui devrait satisfaire sa fierté nationale !

Sortant d'un de ses longs silences, Raymond Barre, dans un entretien récent à France-Inter², déclarait: «*les forces du marché portent l'avenir, il faut gouverner avec et non contre le marché*». Et d'ajouter sur le ton patelin que nous lui connaissons: «*Le philosophe a dit: on ne commande à la nature qu'en lui obéissant*.» Est-ce bien un philosophe qui a dit cela, ne serait ce pas plutôt un économiste? Cette citation rappelle l'époque de Quesnay (1758!) et des physiocrates, qui affirmaient qu'il existe un ordre naturel dans les sociétés humaines, dont les économistes nous révèlent les commandements. Ainsi, point n'est besoin de lois, règlements ou contrôles, il faut "*laisser faire, laisser passer*." La formule a eu sa gloire posthume avec Adam Smith (le père de l'économie politique) et Jean-Baptiste Say (le prophète de l'économie libérale, dite individualiste). Pour les non spécialistes de l'économie, J. Duboin a résumé³ clairement cette théorie à laquelle M.Barre fait sans doute référence: «*elle affirme l'existence d'un ordre naturel auquel toutes les sociétés humaines sont obligées d'obéir, que cela leur plaise ou non. Cet ordre naturel leur est donc imposé. Il est heureusement si parfait que nous ne pouvons en imaginer de meilleur*.»

Et pour faire bonne mesure, R.Barre estime que l'évolution des esprits au PS et même au PC montre bien que la Gauche adhère aussi à l'économie de marché. Nous lui laissons la paternité de ce jugement, en ne retenant que le final de sa déclaration, qui, si j'ose dire sur ce sujet, vaut son pesant d'or. Il nous propose une «*économie sociale de marché* » qui régirait «*l'état social-démocrate* » (étonnant, non ?), assurant ainsi la «*redistribution des revenus*» (je veux!). Si je n'avais écrit ces formules sous sa dictée, j'aurais cru à une mauvaise audition...

Il faudra que notre éminent Professeur nous fasse un cours pour expliciter sa pensée économique profonde, car, en attendant, je considère qu'il nous a réellement payés en monnaie de singe !

De monnaie de singe à Darwin, la transition est facile, même si a priori le père de l'évolutionnisme n'avait pas été jusqu'ici mêlé aux problèmes économiques. Pour beaucoup, le nom de Darwin évoque la fameuse formule selon laquelle «*l'homme descend du singe* ». On sait que ce n'est qu'une caricature de ses idées, lancée par ses détracteurs, lors de la diffusion des écrits⁴.

Bien qu'aujourd'hui aucune des disciplines relevant des sciences naturelles (biochimie moléculaire, génétique, écologie...) ne puisse contester l'héritage darwinien, sa théorie sur les



origines de l'homme, l'environnement ou le comportement animal suscite encore des polémiques et des oppositions dans les milieux religieux, ou ceux non liés directement aux sciences biologiques⁵.

Mais à l'aube du XXI^{ème} siècle, fait nouveau, les économistes que l'on pourrait qualifier de "*fondamentalistes*" (du capitalisme, s'entend), sans doute à court d'arguments convaincants, découvrent que l'évolutionnisme, et la théorie de Darwin en particulier, confortent leur conception de l'économie libérale.

Jusqu'à présent, le darwinisme n'avait été dénaturé que pour justifier des théories spéculatives. Il n'est pas inutile de rappeler brièvement les deux principales car elles véhiculent des concepts aux applications d'une dramatique actualité.

- Le *Darwinisme social* (Spencer, 1862), qui selon sa "*loi d'évolution*" conduit à «*la règle de survie au sein d'une concurrence interindividuelle généralisée: les moins adaptés doivent être éliminés sans secours et sans égards*⁶.» Spencer s'oppose ainsi à toute mesure visant à venir en aide aux défavorisés, et à toute forme de loi d'assistance.

En bref, "*la sélection naturelle*" de Darwin devient "*la survie du plus apte*". La sociobiologie américaine (O.E.Wilson) actuelle est l'héritière de cette trahison de la pensée de Darwin. Cette interprétation ne nous rappelle-t-elle pas les déclarations récentes de certains politiciens français ? («*les chômeurs, les SDF, les immigrés, ces assistés...*»)

- L'eugénisme (Galton, 1869). La civilisation empêche le libre jeu de la sélection naturelle, protège et reproduit les individus médiocres. Une sélection artificielle officialisée doit compenser ce déséquilibre et soulager ainsi la Société. On a vu, depuis, la mise en œuvre de

3. Jacques Duboin, *Economie Politique de l'Abondance*, Ledis éd., 1951.

4. Il y aura toujours un évêque Wilberforce pour demander si l'homme descend du singe par sa grand-mère ou par son grand-père. Heureusement, il y aura toujours un T.H. Huxley pour lui répondre avec malice qu'il préférerait avoir un singe pour ancêtre qu'un homme posant une telle question.

5. Voir l'article de Jean Leblan «*De la sélection naturelle à la sagesse*», paru dans le n° 978 de *La Grande Relève* qui donne une analyse très pertinente de cette théorie. Comme l'écrit J. Arnould, dans le *Magazine Littéraire* de mars 1999: «*Le cadavre du singe bouge encore!*»

6. *Darwin et le Darwinisme*, Patrick Tort, PUF éd.



cette théorie et les dérives idéologiques auxquelles elle conduit. Retenons qu'en France le médecin Alexis Carrel, auteur de *L'homme, cet inconnu* (qui figure à nouveau en librairie!), fut le propagateur de «*l'hygiène raciale allemande et de l'eugénisme stérilisateur américain*». Il fut ensuite le suppôt des nazis (dès 1936), pour l'épuration biologique de la race et le traitement «*humain et économique*» (!) des criminels et des malades mentaux, par les chambres à gaz (mais, ce ne fut qu'un détail !). Inutile d'insister sur l'enracinement de telles idées dans notre Europe, l'épuration ethnique, entre autres, en est une scandaleuse résurgence.

Il est évident que ces deux courants idéologiques sont à l'opposé des idées de Darwin, exprimées notamment dans *La descendance de l'homme*. Et les citations ne manqueraient pas pour montrer qu'il condamnait l'eugénisme, le racisme, l'impérialisme, les déviations malthusiennes ou l'esclavagisme sous toutes ses formes.

Que penser alors des spéculations actuelles d'économistes tentant de s'approprier Darwin ? — Qu'ils cherchent à nous convaincre de l'existence d'un *ordre naturel*, guidé par la fameuse *main invisible*, et que, dans l'économie de marché, la concurrence joue comme la «*sélection naturelle*».

Réponse de Darwin:

— *Il me semble qu'il n'y a pas plus de dessein préconçu dans la variation des êtres organisés et dans la sélection naturelle que dans la direction du vent.*

En fait, prétendre qu'il existe un *darwinisme économique* n'est que l'aveu déguisé de la faillite des théories économiques néo-libérales. L'objectif de l'économiste qui tente d'accorder Darwin à ses sirènes est de chercher, par des arguments pseudo-scientifiques, à justifier le capitalisme ultra conservateur.

Car on ne peut pas oublier le paradoxe, selon Darwin, qui fait partie intégrante de la sélection naturelle appliquée aux sociétés humaines. En simplifiant sa théorie: la sélection naturelle sélectionne aussi toutes les composantes de la civilisation. Pour Darwin, il y a dans l'évolution

une tendance à l'acquisition de la rationalité, et du sentiment de «*sympathie*» (l'altruisme qui conduit à la morale et à l'éthique!). Ainsi, secourir les moins aptes, assister les plus démunis, grâce au progrès technologique, tout ce que *les instincts sociaux* développent, s'opposent aux *forces naturelles*, qui sont neutres ou destructrices (ce que Darwin appelle *l'effet réversif* de la sélection naturelle).

Comme on le voit, nous sommes bien loin du Philosophe de Monsieur Barre ! D'autant que les dernières recherches des biologistes (par modélisation numérique du comportement de certaines sociétés animales) a permis de démontrer que les «*altruistes*» l'emportent sur les «*égoïstes*»⁷.

Autrement dit, comme l'écrit Jean-Yves Nau: «*la loi du plus fort est démentie par les mathématiques*», ce qui ruine le «*darwinisme social*» et nous donne l'espoir que les économistes comprendront enfin qu'il ne faut pas chercher dans l'évolutionnisme de Darwin la justification d'une soi-disant *loi naturelle* qui conduirait l'économie de marché.

Annoncer une «*économie sociale de marché*» est alors une hérésie. C'est, si j'ose dire, un marché de dupes, dans le chaos économique actuel ! Monsieur Barre serait bien mieux inspiré de nous dire, après l'avènement de l'euro et à la veille des élections européennes, ce qu'il propose de concret pour faire progresser le chantier social de l'Europe. Nous lui suggérons quelques pistes ci-dessous*...

Enfin, rappelons nous cette belle phrase d'Elsa Triolet: «*Nous sommes les singes de l'avenir*». De ce point de vue, les théoriciens et idéologues de tout poil (le système pileux, bien que plus épars, n'éloignant pas tellement l'homme du singe...) devraient tempérer leur prétention à nous imposer leurs idées. Pour nous, l'affirmation de cette femme poète fonde notre espoir en la démarche d'économistes qui cherchent à privilégier l'Homme et non le Marché. Pour le moment, la *main invisible* conduit à l'Homme invisible !

Jean Auribault.

* En guise de programme social:

Après la monnaie unique, il serait nécessaire de prévoir dans un Plan Social:

- Des mesures communautaires contre le chômage.
- Une fiscalité unique.
- Des charges et prestations sociales uniques.
- Des salaires et retraites sociales uniques.
- La mise en place du financement du plan social européen par l'application d'une taxe unique sur toutes les transactions financières et la spéculation en devises (la taxe "Barre", chiche !).
- La suppression des paradis fiscaux européens et la mise au point de relations de transparence avec nos amis des banques suisses.

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive !

Quant à l'économie européenne, peut-on encore vous faire confiance, Monsieur Barre ?

J.A.



L'objectif fondamental de *La Grande Relève* est d'être d'abord un outil d'information (informer c'est agir !) et de documentation, une source de données économiques indispensable aux militants de l'économie distributive pour étayer leur argumentation. Mais elle associe aussi ses lecteurs à des actions qui, sans aller jusqu'à défendre l'ensemble de ses thèses, vont dans le sens soit d'une remise en cause du pouvoir financier, soit d'une plus grande justice sociale, de la protection de l'environnement, etc. Quand nous en sommes avertis à temps, nous annonçons donc les manifestations qui sont en projet.

Nous nous sommes associés à la campagne de signatures lancée par l'association ATTAC d'une pétition nationale contre la mondialisation financière et ses conséquences. Elle a connu un grand succès auprès de nos lecteurs : ce sont des centaines de signatures que nous pouvons déjà transmettre... !

Notre adhésion à ATTAC nous a donné accès à une large documentation à propos des fonds de pension et de "l'intox" des médias à propos du financement de la retraite. Nous consacrerons une très large part de notre prochain numéro à ce sujet et invitons nos lecteurs à y participer.

* * *

sortir du nucléaire

Le lobby nucléaire fait actuellement pression pour la construction (très probablement en France) d'un prototype de réacteur à eau pressurisée franco-allemand qui constituerait la tête d'une série d'au minimum 7 à 8 réacteurs nucléaires. Un milliard de francs au moins a déjà été dépensé par les sociétés Siemens (Allemagne) et Framatome (France).

L'enjeu est extrêmement important : si le lobby nucléaire réussit à imposer ce réacteur, ce sera le lancement du second programme nucléaire en France. Or, engager un nouveau programme nucléaire serait hypothéquer notre avenir et celui des générations futures en continuant à accumuler une quantité toujours plus importante de déchets nucléaires pendant des centaines de siècles... Une vaste mobilisation à l'échelle européenne est donc indispensable si nous ne voulons pas être mis devant le fait accompli. Joindre pour cela la campagne :

"100.000 signatures pour empêcher

le second programme nucléaire français"

lancé par le réseau

"Sortir du nucléaire".

9 rue Dumenge,

69004 Lyon,

tél. 04 78 28 29 22, Fax 04 72 07 70 04,

Web : www.sortirdunucleaire.org

* * *

alerte aux multiplex

La région Ile de France, et peut-être d'autres régions aussi, a entrepris une démarche qu'il faut dénoncer et empêcher. La mairie de Conflans Ste Honorine, par exemple, s'apprête à signer avec le groupe Pathé une promesse de vente de terrains pour y implanter un multi-

plex de 16 salles de cinéma, deux restaurants et un bowling. Ce projet d'hyper-marché du cinéma a été élaboré dans la plus grande discrétion, alors qu'il concerne un million de personnes dans le Val d'Oise et les Yvelines. Ces "multiplex" correspondent à une logique industrielle de concentration et n'ont qu'un seul but : le profit, au détriment de la culture; le cinéma n'est qu'un produit d'appel, les bénéfices se font sur la vente de produits annexes, les films proposés n'ayant pour qualité que leur forte médiatisation. La taille démesurée de ce projet (4.000 places) réduirait la fréquentation des cinémas indépendants de proximité, contribuerait à la désertification des centres villes et porterait atteinte aux initiatives culturelles et sociales qui ont déjà si peu de moyens. C'est vraiment un choix de société qu'impose un pareil mélange du commerce avec la culture, sacrifiant celle-ci au profit du premier. Il faut réagir force et le faire savoir auprès des élus locaux et des Conseils régionaux concernés.

* * *

politique monétaire

Autre démarche : signer et envoyer à vos élus le texte ci-dessous du *Collectif d'action contre la misère par une réforme de la politique monétaire* :



on peut découper ci-dessous et remplir au verso.



De plus en plus d'êtres humains souffrent et s'enfoncent dans la misère. Aucune disposition politique n'a apporté d'améliorations significatives. Il est nécessaire de s'attaquer résolument au cœur du problème.

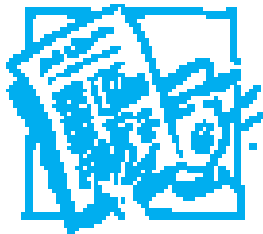
Les peuples, créateurs de toutes les richesses réelles, sont, avec l'assentiment des responsables politiques, dépossédés par les puissances financières de leur droit naturel et légitime de créer la monnaie. Le système monétaire en vigueur est donc pervers. Dans notre pays, la charge de la dette publique qui atteint le milliard de francs par jour pèse lourdement sur l'économie générale, donc sur les entreprises et les foyers. Elle paralyse la croissance économique avec des conséquences dramatiques.

Substituer l'émission de monnaie gratuite par la Banque centrale à l'émission de monnaie coûteuse par les banques commerciales apparaît donc à la fois comme un droit et une impérieuse nécessité.

L'objection selon laquelle l'émission par la Banque centrale aurait un effet inflationniste est d'autant moins recevable que les remboursements seraient plus faciles... Nous considérons que le droit de création monétaire par la nation est le premier des droits de l'homme. Ce droit, aujourd'hui foulé aux pieds, conditionne tous les autres. La création monétaire ne peut être déléguée à aucun organisme privé qui en tire profit.

Nous attendons de votre part une action résolue pour que notre système monétaire ne demeure pas sur les bases d'un passé révolu porteur de souffrances incommensurables, alors que le développement des sciences et techniques apporte la possibilité de résoudre tous les problèmes humains d'ordre matériel. Le silence n'est pas neutre.

Cologne 99



Le 29 mai aura lieu à Cologne, en Allemagne, une grande manifestation européenne contre le chômage, l'emploi précaire, l'exclusion sociale et le racisme.

A l'occasion de la réunion des chefs d'États et de gouvernements de l'Union européenne sous la présidence allemande, le *Réseau des Marches Européennes* (organisateur du grand rassemblement qui a eu lieu à Amsterdam en 1997) appelle à une nouvelle manifestation de masse.

Les marcheurs partiront de diverses villes européennes, notamment de Berlin, Hambourg, Paris, Prague, Bâle,... et convergeront sur Cologne. Une marche de 1.000 à 1.500 délégués de tous les pays européens quittera Bruxelles pour rejoindre Cologne.

Les revendications fondamentales du réseau sont :

- l'instauration d'un revenu garanti individuel permettant de vivre dans la dignité, attribué sans condition d'âge, de sexe, d'origine ethnique et sans autre forme de discrimination;
- la création massive de nouveaux emplois socialement et économiquement utiles, bien payés et sûrs;
- la réduction immédiate et coordonnée du temps de travail dans toute l'Union européenne, et la création correspondante d'emplois, sans perte de salaire ou de pouvoir d'achat, sans "flexibilité", ainsi que l'égalité des hommes et des femmes pour les salaires et l'accès à l'emploi;

- l'octroi des mêmes droits sociaux dans toute l'Europe;
- une Europe ouverte et solidaire avec les pays du Sud et de l'Est, sans racisme, exclusion ou expulsion, avec des droits égaux et garantis pour tous quel que soit leur origine.

Tout en demandant le droit au travail et le droit à un revenu, le Réseau veut que s'ouvre un débat sur la nécessité d'en finir avec le modèle économique actuel qui fait dépendre notre vie de la dynamique du marché et de la compétitivité.

Il y a en Europe 20 millions de chômeurs et 50 millions de personnes vivant dans la pauvreté. Les sociaux démocrates sont au pouvoir dans de nombreux pays de l'Union européenne, ce qui laisse espérer la fin du néolibéralisme. Ces nouveaux gouvernements ne veulent cependant pas instaurer une distribution équitable du travail et des richesses. Les critères de Maastricht et le pacte de stabilité sont encore en vigueur et la protection sociale est toujours menacée. Le "sommet" européen sur l'emploi qui s'est tenu à Luxembourg en novembre 1997 n'a rien résolu, et s'est résumé en une tentative de généralisation de la "flexibilité de l'emploi" à la britannique au reste de l'Union européenne. La "forteresse européenne" raciste résiste toujours et se renforce.

Pour empêcher l'Union européenne de tomber dans une crise sans précédent affectant les conditions de travail et la protection sociale, le Réseau des Marches européennes appelle les peuples d'Europe, les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à faire du 29 mai 1999 une journée de mobilisation massive contre le néolibéralisme.

Le réseau soutient les initiatives qui salueront le G7 du mois de juin et notamment la manifestation prévue le 19 juin et le *Contre-sommet*. Il soutient également d'autres initiatives, telle que la *Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et les violences faites aux femmes*, la *Caravane Intercontinentale*, les *Marches des Sans Terre du Brésil*.

Il sera les **24, 25 et 26 Juin à Paris** à la Rencontre internationale des mouvements de luttes sur l'initiative d'ATTAC, de la Coordination contre les clones de l'AMI, du Forum Mondial des Alternatives, du CADTM.

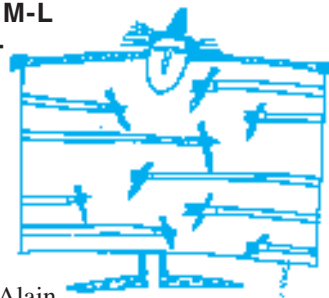
Pour plus amples informations, contacter de notre part:

"Les Marches européenne",
104 rue des Couronnes,
75020 Paris.

Lieu	date
Je, soussigné(e)	
NOM.....	
PRÉNOM.....	
vous adresse et soutiens la démarche du <i>collectif contre la misère par une réforme de la politique monétaire*</i> .	
SIGNATURE	
Pauvreté et Politique 21 rue Auguste Lançon 75013 Paris Tél: 01 45 88 70 97 - Fax: 01 45 81 01 42.	
* Ce collectif regroupe : - L'Association pour les Droits Economiques et Démocratiques, BP 83 - 93190 Livry-Gargan; - Le Centre d'Etudes et de Développement des Emplois Structurels, 17 rue Paul Doumer, 78110 Le Vésinet; - Fragments Diffusion - Association d'alternative personaliste, 9 rue Eugène Jumin, 75019 Paris; - Sauvegarde et Promotion des Métiers, 11 rue de Bel Air, 94230 Cachan; - L'Alliance Sociale, 22 rue de Bellechasse, 75007 Paris.	

Les objectifs du «*Mouvement pour la Réforme fiscale*» nous ayant paru très proches des nôtres, nous leur avons adressé le texte d'une conférence de M-L Duboin, intitulé «*Du contrat de travail au contrat civique*», pour qu'ils prennent connaissance de l'essentiel de nos thèses. Voici leur première réaction:

Une réforme fiscale est-elle suffisante ?



Le MOUVEMENT POUR LA RÉFORME FISCALE (MRF) est né d'un ouvrage de Jean Vassileff «*Le Partage contre la Croissance*», et de la volonté d'un groupe de personnes. Nous ambitionnons l'avènement d'une société fondée sur le principe de l'autonomie personnelle de chacun de ses membres. Pour y parvenir, notre programme s'articule autour d'une réforme fiscale. Il s'agit de construire la démocratie.

Le chômage est le résultat d'un choix politique.

La quantité de travail nécessaire à la production est le résultat d'un calcul assez simple, celui de la multiplication d'un horaire de travail par un nombre de personne au travail. Grâce aux gains de productivité cette quantité de travail nécessaire ne cesse de diminuer. Au début du siècle, l'horaire de travail était de 70 à 80 heures par semaine, à la fin des Trente Glorieuses, 40 heures/semaine. Dès la décennie 1970, plutôt que de réduire en conséquence le temps de travail, on choisit d'augmenter le nombre de demandeurs d'emplois dans le but de maintenir artificiellement l'idée de rareté économique. Il en résulte le chômage contemporain.

Vol au-dessus d'un nid de revenu.

Chaque année la richesse produite augmente (elle a doublé entre 1970 et 1997). Or un nombre toujours croissant de personnes ne peuvent satisfaire leurs besoins essentiels. C'est pourquoi la crise actuelle ne peut être qu'une crise de répartition des revenus. Le revenu national est de moins en moins partagé. En créant le chômage, la classe dominante et privilégiée maintient l'illusion de rareté économique pour tenter de camoufler qu'elle s'empare de l'essentiel de la richesse.

Vers l'autogestion

L'autogestion apparaît comme la seule organisation de la production réellement démocratique. Mais l'autogestion n'est pas un système, c'est quelque chose qui se vit. Il convient de transformer les rapports de pouvoir inter-individuels, sinon rien ne change. Il est crucial de créer un contexte favorable à l'expression du «*pouvoir-potentiel*» des personnes afin que chacun s'approprie le temps de vivre. C'est donc une forte réduction du temps de travail qui permettra d'enclencher un processus de changement social vers l'autogestion. L'activité économique consiste à produire des biens et services au mieux des besoins des êtres humains. Dans une société démocratique, c'est le peuple qui doit définir quels sont ses besoins, et organiser la production. C'est

RÉPONSE :

**même objectif,
même analyse.**

À la lecture du texte que nous a adressé Alain Chassat, on ne peut que constater que l'objectif du MRF est le nôtre : construire la démocratie (nous précisons qu'en économie il s'agit de l'inventer). Et de plus, nos analyses sont semblables, tant, par exemple, sur la diminution du temps de travail humain nécessaire à la production des biens, que sur l'accaparement de la richesse par un petit nombre. Nous en concluons ensemble que le problème à résoudre est celui de la *distribution* des richesses produites, afin de mettre fin à ce scandale que Jacques Duboin a décrit comme «*la misère dans l'abondance*.»

Donc si on veut trouver un sujet de débat entre nous, il faut le chercher dans la fin du texte ci-contre, à partir de «*Une révolution n'a pas été nécessaire pour le créer et pour instaurer la misère pour toute une frange de la population*». Car c'est minimiser l'importance de la véritable révolution qu'a été la brusque croissance de la productivité, à la suite du développement de nouvelles technologies qui s'est produit au XXème siècle; même s'il ne s'agit pas d'une révolution au sens où on emploie en général ce mot, celui d'un changement radical des structures de la société comme en 1789. Et, justement, le drame vient de ce que nos structures sont restées figées comme à l'époque où le travail de tous, à plein temps, toute la vie, était nécessaire à la production. Ces structures doivent être transformées pour cette raison évidente que le temps de travail ne peut plus désormais servir à mesurer les revenus de chacun. C'est donc la notion de salaire qui est remise en cause à partir du jour où on ne peut plus tolérer que les revenus soient limités par la durée du travail. À partir du jour où la production peut croître à volonté et en faisant travailler des esclaves non-humains, des ordinateurs, des machines programmées et asservies, etc., il faut inventer une autre méthode de calcul des revenus, il faut de nouvelles structures sociales, qui soient capables de distribuer les richesses produites avec tellement moins de main d'œuvre humaine, donc capables de les distribuer aussi à ceux qui n'ont pas eu à participer par leur travail à cette production.

Il s'agit là d'un changement radical, dont Alain Chassat perçoit comme nous l'absolue nécessi-

(suite page suivante, colonne de gauche.)

(suite page suivante, colonne de droite.)

pourquoi l'objectif politique principal du MRF est d'œuvrer à lui redonner ce pouvoir par la voie démocratique.

Le processus concret

L'avènement d'une telle société ne se décrète pas. Il ne s'agit donc pas de livrer un projet de société clé en main que l'on adopte ou pas dans son intégrité. Le peuple décidera pas à pas de la direction qu'il veut donner à son pays. Ce qui implique de créer une dynamique permettant à tous les citoyens de réfléchir et d'organiser cette société à partir de leurs véritables préoccupations. Le chômage, par la violence qu'il génère, est aujourd'hui la principale préoccupation et rend, pour l'instant, tous autres aspects socio-économiques secondaires. Une révolution n'a pas été nécessaire pour le créer et pour instaurer la misère pour toute une frange de la population. Une révolution n'est pas plus nécessaire pour le supprimer, il suffit d'une réforme de notre fiscalité afin d'organiser un véritable partage du travail, ce qui enclenche fatalement un processus de transformation des rapports inter-individuels de pouvoir, base de l'auto-gestion.

Cette réforme fiscale sonne le glas de la société de croissance. Elle œuvre pour la venue d'une civilisation fondée sur le désir, une civilisation de partage. Libéré de la peur du chômage excluant, disposant de temps libre, l'individu pourra penser et vivre autrement sa société et ainsi véritablement œuvrer pour la construire. C'est pourquoi il en est la clé.

Alain Chassat.

té et dont il décrit bien les conséquences tellement épanouissantes pour tous les citoyens.

Le processus concret

Mais quand il dit qu'une simple réforme fiscale est suffisante, nous sommes bien obligés de lui demander de nous préciser en quoi consiste celle que propose le MRF, en nous expliquant :

- comment cette réforme fiscale pourrait **transformer le marché du travail**
- et cependant **être acceptée** comme n'étant **pas révolutionnaire**,
- comment empêcher **la fuite** des capitaux vers des paradis fiscaux, tout **en gardant la monnaie capitaliste**,
- et enfin, comment seraient **fixés les revenus** de chacun **tout au long de sa vie** ?

M-L.D.

«Vous voulez faire payer les riches ? Mais vous oubliez que c'est eux qui ont le pouvoir de créer la monnaie! »

Paul Béné.

«... dans un pays pourvu de l'outillage moderne et de forces extra humaines qu'on a su asservir, les richesses peuvent augmenter en même temps que diminue le nombre des travailleurs occupés à les produire. On constate donc à la fois augmentation de la production et augmentation du chômage. Mais comme les chômeurs sont retranchés de l'armée des consommateurs, les richesses produites s'entassent inutilement et on est obligé de ralentir leur fabrication et même de les détruire : c'est ce que vous appelez gentiment la crise, alors que c'est tout simplement une révolution ! »

*Jacques Duboin,
août 1934.*

SOUSCRIPTION PERMANENTE
Pour que vive La Grande Relève.

A.Dauteau 70 - E.Chauvin 170 - Mme Carbonnel 500 - R.Jacobs 100 - Mme G.Curie 20 - Mme H.Fleckinger 20 - M.Peron 70 - Anonyme 250 - C.Vieille 70 - A.Villégier 170 - L.Janelle 300 - J.Fortin 70 - Y.Orengo170 - J.Figarella 305 - J-L Lenclos 100 - J.Pillet 20 - Mlle O.Clouet 100 - PhDerudde 70 - J.Denis 300 - Mme R.Cart 70 - G.Sontag 70 - J.Celestin 70 - J.Donadio 70

Total 3.225 F.

Merci à tous !

Cette souscription permanente permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Bravo pour vos publications. Je suis professeur des écoles et j'ai découvert par hasard *La Grande Relève* à l'occasion de la semaine de la presse dans les écoles (...). Je me suis immédiatement réjoui d'enfin comprendre des articles économique-politiques que je juge pédagogiques. Cet effort de pédagogie me paraît essentiel pour la propagation de vos idées, de vos réflexions aidant à éclairer le citoyen.

J.A., Louvres

* * *

Vive l'économie libérale... défendue ou admise par la plupart des partis politiques, gauche comprise, et qui conduit les agriculteurs (en révolte permanente, de manifs en manifs) à l'assistanat ou si vous préférez à "l'assistance publique", ou à la ruine pour un nombre de petits agriculteurs qui se font bouffer par les gros, les plus compétitifs. Ah, comme il est juste le slogan de la pancarte que je brandissais devant la Bastille à la manif du 17 mars 98 (et qui apparaît sur une superbe photo à l'exposition photographique actuelle de la CGT à Montreuil) : "La compétitivité tue l'emploi des autres. C'est antisocial. Notre société est caduque. Instaurons une économie sociale"

P.B., Bagnolet

* * *

Jai lu le n° 986 de votre revue. Félicitations. C'est autre chose par rapport à ce que l'on voit et l'on écoute à la TV et dans les journaux.

C.R., Champigny

* * *

Je suis pour la diversité. Pas seulement pour la diversité des idées, mais aussi pour la diversité des périodiques. Papier "normal" ou papier recyclé, format A4 ou A5, agrafes, colle ou feuilles volantes, imprimerie ou photocopie, noir et blanc ou couleur, ordinateur ou écriture à la main : il en faut pour tous les goûts car on ne peut pas plaire à tout le monde. L'"économie" (que constituerait, selon certains, l'existence d'un périodique unique) est pour moi un mauvais prétexte pour tout uniformiser.

Je suis bien entendu (pour des raisons tactiques) encore plus contre le regroupement de tous les distributistes en un seul et même mouvement. L'union peut parfois faire la faiblesse (quand on réunit tous ses œufs dans le même panier). Plus il y aura de mouvements et d'initiatives personnelles et moins on sera contrôlables, infiltrables, récupérables.

Plus fondamentalement, le principe de l'économie distributive ne se résume pas seulement à la monnaie mais aussi au service social. Il est faux de dire qu'il y a pour le moment autant de distributistes que de distributistes. Il n'y a qu'une seule économie distributive : un revenu (versé dans la monnaie distributive) dissocié de l'emploi (remplacé par un service social).

On peut être pour ou contre mais il faut appeler les choses par leur nom ! (...) L'économie distributive sans monnaie distributive ou sans service social ce n'est plus l'économie distributive. Prétendre que ce serait quand même une économie distributive (mais "différente") c'est déformer les choses, soit par ignorance, soit par mauvaise intention.

J-P.P., Château-Renault

* * *

À la sortie de la pièce *King*, nous avons fait distribuer un tract. Sur l'un d'eux, nous a été transmis le message anonyme suivant :

Ces idées généreuses n'ont jamais pu et ne pourront jamais être réalisées parce que la nature humaine est mauvaise et que depuis toujours les hommes veulent avoir plus que leurs voisins, d'où la concurrence et la compétition qui mènent le monde, hélas sans remède, car on ne peut changer les hommes.

Une vieille dame, qui n'a plus d'espoirs.

Il est vrai que l'utopie de K. Gillette, telle qu'elle est évoquée dans la pièce, paraît manquer beaucoup de réalisme (il rêve d'une ville unique, avec de grandes tours où tout le monde vivrait sans jamais se concurrencer et même sans travailler, etc.). Nous sommes beaucoup plus sérieux, mais ce cri de désespoir est à rapprocher de la lettre suivante :

Continuez à diffuser vos idées pour une société plus égalitaire. Votre travail va dans le bon sens, à mon avis. Même si aucun système ne met à l'abri de mauvaises dérives. Il n'y a pas que le pouvoir de l'argent sur cette planète qui provoque des problèmes. Ce serait trop simple.

P.F., Gimont

RÉPONSE. La nature humaine n'est ni tout à fait bonne, ni tout à fait mauvaise. Cela ne doit empêcher personne de se battre pour que les structures de la société cessent d'exacerber ses défauts, d'encourager la concurrence, de favoriser les riches et d'appauvrir les pauvres. Après tout, il y a un siècle, personne n'osait imaginer les congés payés, la sécurité sociale et la retraite pour les travailleurs... certains croyaient même qu'il serait à tout jamais impossible de faire voter une loi abolissant l'esclavage !

Le progrès social, cela se gagne.



•
mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par Jacques DUBOIN

•
directrice
de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

•
rédaction :
les abonnés
qui le souhaitent,
tous bénévoles.
Les manuscrits
sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.

•
GRAPHISME :
LASSERPE
Jacques VIGNES-ÉLIE
Anne-Laure WITSCHGER

•
Impression : ARTIS

•
Commission paritaire
N° 57434

•
ISSN 0398-2076

•
Diffusé par les N.M.P.P.

L a G r a n d e R e l è v e, mensuel de réflexion socio-économique vers

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° **13 402 39 M Paris**
ou
par mandat ou chèque bancaire
B P 1 0 8
78115 LE VÉSINET Cédex

A bonnés, même si vous ne cherchez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions un palmarès établi selon vos observations, d'un côté les adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence; de l'autre, ceux qui refusent ou vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal ce qui est illégal, et faux puisque nous payons les NMPP pour cela. Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS

RECOMMANDENT :

- Maison de la presse, **06000 NICE**,
- Point H, gare SNCF, **06000 NICE**,
- Au fil des mots, (M.Blanchet),
29 rue Bernard Palissy, **47300 VILLENEUVE SUR LOT**,
- Le cheval dans l'arbre, bd Mal Joffre, **66400 CÉRET**,
- Au Moulin à papier, (G. Labbez),
44 Cours Richard Vitton, **69003 LYON**,
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffre, **69007 LYON**,
- Librairie Parallèle, 47 rue Saint Honoré, **75001 PARIS**,
- Publico, 145 rue Amelot, **75011 PARIS**,
- kiosque Rémy Castanier, Galerie Mayol, **83000 TOULON**,
- presse-lib-papet. Centre Comial la Rode, **83000 TOULON**,
- kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, **83000 TOULON**.

MAIS ...

ILS DÉCONSEILLENT :

- Maison de la Presse, rue E.Brousse, **66110 FONT-ROMEUE**,
- Maison de la Presse, rue Mounié, **92160 ANTONY**.

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LAGR

FRANCE :

- 44041 NANTES 15 rue de l'Héronnière
- 75006 PARIS 78 rue Bonaparte
- 75014 PARIS Mairie du XIV ème
- 76400 FÉCAMP, 5 rue Théagène Boufart
- 92000 NANTERRE 2 rue de Rouen
- 92000 NANTERRE 6 Allée de l'Université
- 92100 BOULOGNE Mairie
- 97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, Université

BELGIQUE :

WAVRE Bibliothèque Lefevre, Chaussée des Nerviens, 25.

SUISSE :

1211 GENÈVE Palais des Nations, Bureau 56

BON DE COMMANDE À REMPLIR, DÉCOUPER ET ENVOYER AU JOURNAL :

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

- ... exemplaires de la *Grande Relève* N°....., à ... F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Kou l'ahuri*, à 65 F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Les affranchis de l'an 2000*, à 110 F l'un, soit F
- ... exemplaires d'*Un Socialisme à visage humain*, à 25 F l'un, soit F
- ... exemplaires de la bande dessinée *Et si on changeait ?* à 25 F l'une, soit F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELÈVE, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM, **M**.....

NOM,

ADRESSE

EN CARACTÈRES

D'IMPRIMERIE

ET SIGNATURE